

BrestPort



Un port
de la Région Bretagne

Assistant maître d'ouvrage



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

SELECTION DES CANDIDATS

Concours d'architecture et d'ingénierie sur ESQUISSE

Construction de bâtiments pour BrestPort sur la nouvelle aire de carénage à Brest

**Concours restreint de maîtrise d'œuvre
Phase de choix des candidatures**

Date et heure limites de remise des candidatures
Lundi 23 septembre 2024 à 16:00

BrestPort
1 Rue de Kiel, 29200 Brest

Table des matières

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
2 Conditions de la consultation	5
2.1 - Forme juridique du groupement et composition du groupement	5
2.2 - Variantes	5
2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 Les intervenants	6
3.1 - Contrôle technique.....	6
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures.....	7
6.1 - Documents à produire.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 – Composition du jury	12
11 - Prime.....	14
12 – Sélection du titulaire du marché faisant suite au concours	15
13 - Renseignements complémentaires.....	15
13.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
13.2 - Procédures de recours.....	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'opération intitulée : Construction de bâtiments pour BrestPort sur la nouvelle aire de carénage à Brest

Le programme de travaux porte sur une construction neuve.

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est fixée à 3 000 000,00 € HT valeur décembre 2023

Délai prévisionnel du déroulement du concours :

- Remise des candidatures : 23 septembre 2024,
- Jury phase 1 : Octobre 2024
- Remise des prestations de concours sur ESQUISSE : Janvier 2025
- Jury Phase 2 : Février 2025
- Notification marché MOE : Mars 2025
- Engagement des études APS : Avril 2025
- Engagement prévisionnel des travaux : Janvier 2026
- Livraison des ouvrages : Mars 2027

Lieu(x) d'exécution :

Quai Armand Considère
29200 BREST

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est le concours restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles R2162-15 à R2162-21 du code de la commande publique.

La procédure de concours se déroulera en trois temps

- **Phase 1 : phase de la candidature (jury)**
- **Phase 2** : phase de remise des prestations demandées (ESQUISSE) sans remise des pièces marché (jury)
- **Phase 3** : passation du marché de maîtrise d'œuvre (art. R2122-6 du Code de la commande publique)

Cette consultation est un concours d'architecture et d'ingénierie sur ESQUISSE

- A l'issue du concours, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable sera attribué au lauréat ou à l'un des lauréats du concours.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché passé après le concours comportera des tranches et sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Il sera décomposé en deux tranches : une tranche ferme et une tranche optionnelle définie comme suit :

- Tranche ferme : conception : pour les missions ESQ, APS, APD, PRO, dépôt du PC
- Tranche optionnelle 1 (TO1) : phase exécution : pour les missions ACT, DET, VISA, AOR

1.4 - Décomposition de la consultation

La participation est réservée à une profession particulière : oui.

Profession particulière : architecte au sens de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
ESQ	Esquisse (niveau de prestation du concours)
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
APD	Avant-projet définitif (y compris l'établissement des dossiers d'autorisations administratives – Permis de Construire et valant Permis de Démolir)
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet pour tous les lots
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
DQE	Détail Quantitatif Estimatif
OPC	Ordonnancement pilotage Coordination
SSI	Coordination SSI

En aucun cas l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue ne pourra solliciter des honoraires complémentaires en cours d'études pour la réalisation des relevés et plans.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71000000	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

2 Conditions de la consultation

2.1 - Forme juridique du groupement et composition du groupement

Au vu de la complexité technique du programme et de la responsabilité de l'architecte pour les demandes d'autorisations administratives, le pouvoir adjudicateur impose qu'en cas de groupement, celui-ci soit conjoint et le mandataire solidaire du groupement. Le mandataire sera un architecte (ou une société d'architecture) inscrit à l'ordre des Architectes.

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Concrètement, l'architecte ou la société d'architecture membre du groupement devra être désigné comme mandataire solidaire, représentant l'ensemble des membres vis à vis du pouvoir adjudicateur, et chargé de coordonner les prestations des membres du groupement.

Les informations concernant le mandataire ainsi que le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagent à exécuter, figureront dans l'offre, voire dans l'acte d'engagement contractualisé en fin de procédure.

Les candidats devront réunir les compétences suivantes :

- Architecture : un architecte inscrit à l'ordre (ou sociétés d'architecture ou groupement d'architectes), mandataire du groupement,
- BET structure
- BET électricité CFO / CFA / SSI
- BET fluide / CVC / thermie
- Economiste de la construction
- BET Acoustique
- OPC (PSE)

Plusieurs de ces compétences pourront être exercées par un même membre de l'équipe. Un membre d'un groupement peut être présent dans plusieurs groupements différents.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement pilotage Coordination

L'absence de cette prestation dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

-

3 Les intervenants

3.1 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera précisé ultérieurement.

Les missions qu'il est envisagé de lui confier sont : L, STI, HAND, AttHAND, PS, PHa

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination

La mission sera assurée par la maîtrise d'œuvre si la PSE est retenue.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement : Ressources propres de BrestPort, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité ou de participations publiques.

Exécution financière du marché : conformément aux articles R. 2191-1 à R.2191-2 et R.2393-4 du code de la commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 Contenu du dossier de consultation

Phase 1 – remise et sélection des candidatures : sélection par le jury des 3 candidats admis à concourir

Le dossier de consultation des concepteurs (DCC) est téléchargeable via le site internet Megalis.

Les candidats seront alors redirigés vers le site <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Le service d'accès aux consultations de marchés en ligne est ensuite accessible en cliquant sur le lien accéder aux services « vous êtes une entreprise » de l'espace entreprise.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le DCC contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le modèle de fiche de synthèse des références à compléter **obligatoirement** par les candidats - Le programme
- Les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat),

Aucune demande d'envoi du DCC sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Phase 2 - remise et évaluation des prestations (sans remise des pièces marché) : pour les candidats admis à concourir.

Les prestations niveau **ESQUISSE** demandées et les conditions de remise de ces éléments seront détaillées dans le « règlement de consultation de remise des prestations (plans et projets) » (remis ultérieurement aux candidats admis à concourir).

Phase 3 – passation d'un marché de maîtrise d'œuvre en procédure négociée (article R.2122-6 du CCP),

Les conditions de consultation seront précisées au(x) lauréat(s) invité(s) à négocier.

6 - Présentation des candidatures

Les candidatures des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Si les candidatures des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

6.1 - Documents à produire

La phase de sélection des candidatures permettra au pouvoir adjudicateur de sélectionner **trois candidats admis à concourir**.

Les candidats ou chaque membre de l'équipe candidate auront à produire, les pièces nécessaires à la sélection des candidatures définies dans le présent règlement de consultation.

a) La lettre de candidature habilitant le mandataire par ses co-traitants

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

b) Les renseignements concernant la situation juridique de chaque candidat

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner **suivant le modèle fourni par le maître d'ouvrage à télécharger avec le DCC**
- Le certificat d'inscription à l'ordre des architectes du mandataire du groupement pour l'année en cours ;

c) Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

d) Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat; ces références seront obligatoirement portées sur le cadre de référence fourni par le maître d'ouvrage et joint au dossier de la présente consultation ; Certificat d'inscription à l'ordre des architectes, obligatoirement à jour, du mandataire du groupement ou certificat d'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat. Tout document justifiant de la qualification professionnelle manquant entraînera l'élimination du groupement ;

e) Une fiche de synthèse de 6 onglets informatiques, remise obligatoirement en format **Excel et pdf**, suivant le modèle imposé par le maître d'ouvrage à télécharger sur le site : <https://megalis.bretagne.bzh>

Elle comprendra :

- La composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre avec identification des compétences exercées par chacun des membres (tous les membres de l'équipe devront être identifiés, y compris CSSI) ;

- Une sélection de références **(de moins de 7 ans – pas de référence en stade concours)** de chacune des compétences du groupement, présentant un niveau de complexité et des enjeux comparables au programme ;
- La présentation de 3 projets de nature, de taille et/ou de complexité équivalentes réalisés ou en cours de réalisation par le mandataire ou dans le cadre d'une association par l'architecte associé **(de moins de 7 ans – pas de référence en stade concours)**. Chaque onglet pourra comporter une ou plusieurs illustrations et les informations relatives au projet seront renseignées dans le cadre prévu à cet effet.
- Les motivations et la pertinence de la composition de l'équipe pour répondre au projet notamment au vu de la complexité de construction de 3 bâtiments en simultanée dans le cadre de la coactivité avec le chantier de l'aire de carénage (A4 paysage recto maximum)

6.2 - Conditions de recevabilité des candidatures

La structure de l'équipe doit être conforme aux exigences du présent règlement de consultation (Cf. page 1 de la fiche de synthèse).

Cette fiche de synthèse de **6 pages** maximum, sera obligatoirement remise en **format Excel et pdf** permettant une impression paysage et lisible, suivant le modèle imposé par le maître d'ouvrage à télécharger sur le site <https://marches.megalis.bretagne.bzh> Tous les membres de l'équipe devront être identifiés

Chaque membre du groupement devra renseigner ses propres références dans la fiche de synthèse.

Le défaut de production de la fiche synthèse entraînera le rejet de la candidature de même que tout écart jugé significatif de nature à rompre l'égalité entre les candidats au regard des exigences formelles posées ci-dessus (nombre de pages, format).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le présent concours. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Les entreprises de création récente devront justifier de leurs capacités financières, techniques, et références professionnelles par tout autre moyen de preuve équivalent.

Ces preuves pourront être, à titre indicatif et non limitatif, les titres, les études et l'expérience professionnelle des associés et le détail des moyens et matériels que l'entreprise entend mettre en œuvre.

L'analyse des capacités de la candidature se fera sur la base des fiches de synthèse.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Un Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à L2141-12 du Code de la commande;
- des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours (à l'exception de la fiche synthèse).

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 - Transmission électronique

Les candidats DOIVENT transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Tous les documents qui doivent être signés manuscritement dans le cadre de la présente consultation devront être signés électroniquement. Le format de la signature devra être conforme au référentiel général d'interopérabilité et au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Conseil aux candidats :

Les candidats peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la signature électronique sur le site internet de la Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services ou

sur l'adresse suivante : <http://www.dgcis.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Ce niveau, conformément à l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005, est celui de la plateforme e Megalis (<https://marches.megalis.bretagne.bzh>).

Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. Tout dépôt hors-délai sera éliminé.

BrestPort encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur Megalis Bretagne) ;
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;

ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE

Un guide d'utilisation à l'attention des opérateurs économiques est à disposition sur la plateforme e-megalis à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>, rubrique « aide ».

Pour toutes autres questions techniques, les candidats pourront également contacter le service de support de la plateforme e-megalis ouvert du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 puis de 13h30 à 18h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Le numéro d'accès est le **02.23.48.04.54**

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 – Composition du jury

Le jury sera composé conformément aux articles R2162-22 à R2162-26 du code de la commande publique

Les candidatures sont transmises au jury qui les examine. Il dresse un procès-verbal et formule un avis motivé.

Les 4 membres élus de la CAO, membres du jury et les 2 membres qualifiés désignés ont voix délibérative.

Les 6 membres ayant un intérêt ont une voix délibérative.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres est présente. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le jury peut aussi auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

Le jury émet un avis sur l'ensemble des candidatures et des projets remis et procède au classement des projets.

9 - Critères de sélection des candidats admis à concourir

Au regard des documents à produire, visés à l'article 6 du présent Règlement de Consultation, la sélection des candidats admis à concourir sera réalisée selon les critères suivants **(sous réserve de la recevabilité de la candidature)**

Critère : 1 Description
:
Cohérence des compétences et des moyens humains et financiers proposés par rapport à l'objet du marché – pièces justificatives demandés à l'article 6.1 et onglet 1- EQUIPE de la Fiche de synthèse EXCEL
Critère : 2
Description :
Gestion de la complexité du projet : organisation du groupement pour la construction neuve de bâtiments simultanément, interactions / coactivités avec le chantier de l'aire de réparation navale, surfaces de plancher, montant des travaux, durée d'exécution du chantier – onglet 6-MOTIVATION de la Fiche de synthèse EXCEL
Critère : 3
Description :
Qualité des références de nature, de taille et/ou de complexité équivalentes présentées par l'architecte mandataire ou dans le cadre d'une association par l'architecte associé pour des opérations en cours d'étude ou réalisées de moins de 7 ans – pas de référence en stade concours – onglet 2-REFERENCES et onglets 3, 4 et 5-REALISATION de la Fiche de synthèse EXCEL

NB : Tous les critères énoncés ci-dessus sont considérés comme équivalents entre eux.

Après avis motivé du jury, le pouvoir adjudicateur arrête la liste des 3 candidats admis à concourir.

Vérification de la situation fiscale et sociale des candidats admis à présenter un projet En application de l'article R. 2144-5 du code de la commande publique, les trois candidats retenus devront produire les documents visés à l'article R. 2143-7 du même code. Le délai et la liste des documents à fournir seront indiqués dans un courrier. Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours. En cas de groupement, la transmission de ces pièces concerne tous ses membres.

10 - Critères d'évaluation des projets

Le jury examine les plans et projets présentés par les participants au concours de manière anonyme et en se fondant exclusivement sur les critères d'évaluation des projets définis dans l'avis de concours.

Les critères retenus pour l'évaluation des projets sont les suivants :

Qualité et pertinence du parti architectural et urbanistique (respect des contraintes - insertion dans le site – priorités du programme)
Qualité fonctionnelle du projet : respect du programme fonctionnel (nombre, surface des locaux, liens, ...), qualité de vie des espaces
Proposition de mise en place de matériaux issus du réemploi, du recyclage ou des matériaux biosourcés, présentant les caractéristiques techniques attendues
Choix techniques de construction au regard des exigences du programme et notamment de la qualité environnementale recherchée,
Compatibilité du projet avec l'enveloppe financière affectée aux travaux (faisabilité technique des choix proposées et facilité ultérieure de maintenance des ouvrages) et méthodes proposées pour l'optimisation budgétaire du projet
Méthodes exposées permettant le respect du calendrier prévisionnel (dont la pertinence du phasage des travaux, maintien du niveau de sécurité / sûreté et de la continuité de service durant le chantier...etc.)
Justification du coefficient de complexité de l'opération (Cadre MIQCP + justifications) basée sur les éléments de mission de base.

Le jury, après examen des offres, formule un avis motivé et dresse un procès-verbal.

Le jury consigne dans un procès-verbal, signé par ses membres, le classement des projets ainsi que ses observations et, le cas échéant, tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés.

L'anonymat des candidats peut alors être levé.

Le jury peut ensuite inviter les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le procès-verbal. Un procès-verbal complet du dialogue entre les membres du jury et les candidats est établi.

Tout projet non conforme aux réglementations exigibles à l'obtention des autorisations administratives, et dont les adaptations nécessaires à sa mise en conformité nécessitent des modifications substantielles au projet (modifications au projet architectural et/ou des solutions techniques proposées), sera considéré comme non conforme à la consultation.

L'acheteur choisit le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury et publie un avis de résultats de concours.

11 - Prime

A l'issue de la consultation, tous les candidats ayant remis des prestations répondant au programme bénéficieront d'une prime d'un montant de **25 000 € HT soit 30 000 € TTC**.

Cette prime est forfaitaire et non révisable. La rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

Dans le cas où une prestation serait incomplète ou ne répondrait pas au programme, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par le pouvoir adjudicateur selon les modalités ci-après.

Les modalités de réduction ou de suppression des primes sont les suivantes :

En cas de non-conformité (absence de l'une des pièces demandées, prestation présentant divers manquements au règlement du concours, prestation jugée irrégulière ou ne répondant pas aux exigences minimales traduites dans le programme ou jugée insuffisante en raison de la qualité médiocre et de l'imprécision des documents remis) la prime sera réduite sur proposition du jury sans plafonnement.

De même l'absence de réponse aux questions éventuelles du jury entraînera la réduction de la prime du concurrent concerné.

Par ailleurs, en vue du règlement de la prime, en cas de groupement :

- si la totalité de la prime est à régler au mandataire du groupement, sa demande de paiement devra être contresignée par tous les autres membres du groupement ;
- si le règlement de la prime est à ventiler entre les membres du groupement de maîtrise d'œuvre, chaque demande de paiement devra être visée par le mandataire, qui devra joindre la ventilation de la prime contresignée par tous les membres du groupement.

En cas de non-réalisation de l'opération, l'équipe retenue percevra l'indemnité évoquée ci-dessus. Elle ne percevra pas d'autre indemnité en cas d'abandon du projet.

Cette prime pourra être versée dès approbation de la décision par l'acheteur et sur présentation d'une facture à produire par les concurrents au pouvoir adjudicateur.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le numéro de SIRET à utiliser est : 89237097400016

Adresse mail service comptabilité : facturation@brest.port.bzh

Une prime d'un montant équivalent pourra être versée à l'équipe lauréate sur sa demande. Cette prime sera versée sous forme d'avance à valoir sur le montant de ses honoraires prévus dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre.

Au cas où, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le maître d'ouvrage ne pourrait procéder à la réalisation du projet, il sera délié de tout engagement vis-à-vis des concepteurs retenus et ceux-ci ne pourraient prétendre à un dédommagement quelconque autre que l'indemnisation prévue au titre de ce concours.

12 – Sélection du titulaire du marché faisant suite au concours

Le (ou les) lauréat(s) choisi(s) par l'acheteur en Phase 2, au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury, sera (seront) invité(s) à participer aux négociations.

Un courrier lui (ou leur) sera adressé afin de remettre une offre qui comprendra les documents **nominatifs, complétés et signés par le (ou les) lauréat(s)** suivants :

- l'acte d'engagement du marché sur lequel est portée la proposition d'honoraires du (des) candidat(s), et ses annexes, notamment la décomposition de prix par élément de mission et par co-traitant ou sous-traitant,
- une note sur la méthode pour réaliser la mission,
- le projet remis dans le cadre du concours,
- les réponses aux observations formulées par la Maîtrise d'ouvrage,
- toute observation sur les documents contractuels proposés par la maîtrise d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec le(s) lauréat(s) conformément aux dispositions de l'article R. 2172-2 du code de la commande publique.

Les suites données au concours sont la passation d'un marché négocié de maîtrise d'œuvre avec le lauréat ou l'un des lauréats, conformément à l'article R.2122-6 du CCP. Il est rappelé que ce marché ne sera exécutoire qu'après sa notification.

Le marché prévoira un engagement provisoire sur la base de l'estimation du coût des travaux, l'engagement définitif interviendra à l'issue de l'avant-projet définitif.

13 - Renseignements complémentaires

13.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

13.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Judiciaire de Rennes
7 Rue Pierre Abelard
35000 Rennes
Tél : 02 99 65 37 37
Courriel : accueil.tj-rennes@justice.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics 22 mail Pablo Picasso

BP 24209

44042 Nantes Cedex 1